

Si, cela a été un coup d'État !

Image not found or type unknown



Auteur Guillermo Alvarado

Après des mois de travail, le Groupe interdisciplinaire d'Experts Indépendants, GIEI, a présenté son rapport devant le chef d'État de la Bolivie, Luis Arce, dans lequel on ratifie qu'il y a eu un coup d'État en 2019 contre l'ancien président constitutionnel Evo Morales.

Le document précise que le gouvernement de facto, avec Jeanine Áñez à la tête, est le responsable de graves violations des droits de l'homme, des persécutions, des massacres collectifs et des exécutions extrajudiciaires, qu'il a perpétrés pour endiguer les protestations sociales contre le coup d'État.

Les membres du groupe d'experts n'ont pas hésité à qualifier de massacres les faits survenus dans les localités de Sacaba et Senkata, où les forces répressives ont tiré sur les manifestants.

C'étaient huit mois de travail, durant lesquels on a interviewé des centaines de personnes et on a analysé plus de 120 mille dossiers.

L'information a été remise au président Arce lors d'une cérémonie tenue ce mardi à la ville de la Paz.

Sur le rapport on a démenti les arguments de ceux qui, telles que la discréditée organisation d'États Américains, tentent de faire croire qu'il n'y a jamais eu un coup d'État contre Evo Morales.

Arce a remercié le travail et a annoncé la création immédiate d'une commission de haut niveau afin d'identifier avec précision toutes les victimes, qui seront dûment indemnisées, ainsi que la réalisation d'une enquête sur les responsables pour saisir la Cour.

La remise du rapport du GIEI a coïncidé avec la fin d'une recherche interne de la gendarmerie de l'Argentine, qui a eu pour but de déterminer la méthode utilisée pour faire parvenir de manière clandestine plus de 70 milles cartouches anti-émeute aux putschistes boliviens.

Dans ce sens, quelques décrets seront abrogés, ce qui permettra de juger et de punir, si c'était le cas, les membres de tous les forces de sécurité qui ont été impliqués dans les faits.

L'ancien président argentin Mauricio Macri et son ancienne ministre de Sécurité, Patricia Bullrich, sont impliqués dans cette action.

Les munitions ont quitté l'Argentine le 13 novembre 2019, 40 mille ont été remises à la Force Aérienne bolivienne et le reste a été trouvée dans une cave de la Police Nationale.

C'était toute une opération secrète, et aucun des deux pays n'a rempli les formulaires légaux requis, raison pour laquelle rentre dans la catégorie de trafic international d'armes de feu et démontre, une fois de plus, que les putschistes boliviens n'ont pas agi tous seuls.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/267401-si-cela-a-ete-un-coup-detat>



Radio Habana Cuba